

## VERTALING

N. 2001 — 2661

[S - C - 2001/29386]

**19 JUNI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van 30 juni 1998 tot bepaling van de buitenlandse diploma's die als bewijs gelden van een voldoende beheersing van de Franse taal**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in de Hogescholen, inzonderheid op artikel 26, § 6, lid 2, 4° ingevoegd bij het decreet van 4 februari 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 november 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 december 2000;

Gelet op het overleg met de verenigingen die de studenten vertegenwoordigen erkend op gemeenschapsvlak, gevoerd op 2 februari 2001;

Gelet op het advies 31.403/2 van de Raad van State, gegeven op 7 mei 2001, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van 30 juni 1998 tot bepaling van de buitenlandse diploma's die als bewijs gelden van een voldoende beheersing van de Franse taal wordt een vierde punt toegevoegd luidend als volgt :

« 4° een Europees bacalaureaat van de afdeling Franse taalkunde. »

**Art. 2.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juni 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Hoger Onderwijs,

Mevr. F. DUPUIS



F. 2001 — 2662

[C - 2001/29434]

**10 JUILLET 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure d'introduction et d'examen des demandes en vue de la reconnaissance des sportifs de haut niveau et des espoirs sportifs**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française, modifié par celui du 31 mai 2000, notamment son article 11, alinéa 2;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, donné le 22 août 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 avril 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 2001;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.374/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 juin 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Culture du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports et du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2001,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Définitions***Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

2° Ministre : le membre du Gouvernement qui a le Sport dans ses attributions;

3° décret : le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française, modifié par celui du 31 mai 2000;

4° fédération sportive : toute association de cercles répondant à la définition de l'article 1<sup>er</sup>, 8° du décret;5° sportif : toute personne répondant à la définition de l'article 1<sup>er</sup>, 3° du décret;

6° commission : la Commission d'avis instituée en vertu de l'article 14 du décret;

7° administration : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française.

CHAPITRE 2. — *De l'introduction des demandes de reconnaissance***Art. 2.** Pour le 15 septembre au plus tard, chaque fédération sportive concernée introduit auprès de l'administration et sur base d'un document de référence fourni par celle-ci, la liste annuelle de ses membres pour lesquels elle sollicite la reconnaissance en tant que sportif de haut niveau ou espoir sportif.

Pour les candidats qui sont déjà repris dans la liste de l'année précédente, le dossier des fédérations sportives peut se limiter à une actualisation des données déjà fournies.

**Art. 3.** Pour formuler ses propositions la fédération sportive tient compte des catégories d'âge préalablement fixées par le Gouvernement en application des dispositions de l'article 11 du décret.

**Art. 4.** Pour chaque sportif proposé dans le cadre de l'article 2, la fédération sportive transmet un dossier reprenant :

- 1° les coordonnées du sportif;
- 2° les critères de désignation qui ont été appliqués;
- 3° un document de motivation précisant :
  - a) son curriculum sportif;
  - b) son curriculum scolaire ou professionnel;
- 4° toutes données pertinentes notamment dans les domaines psychologique, médical, social, biométrique, physiologique, permettant d'évaluer son potentiel et sa capacité de progression, qui ne peuvent être communiquées que moyennant l'accord préalable du sportif concerné;
- 5° le plan d'entraînement sportif.

#### CHAPITRE 3. — *De l'examen des demandes de reconnaissance*

**Art. 5.** La commission se réunit dans le courant du mois d'octobre et, en tant que de besoin, selon les décisions qui seront prises en vertu de l'article 9.

Elle arrête sa proposition de liste nominative de sportifs de haut niveau et d'espoirs sportifs et la transmet au Ministre pour le 30 novembre au plus tard pour décision.

Préalablement à ce transmis les propositions de la Commission sont communiquées aux fédérations sportives concernées. Celles-ci disposent d'un délai de huit jours pour faire valoir leurs remarques éventuelles.

Le Ministre arrête la liste pour le 31 décembre au plus tard. L'administration communique aux fédérations sportives et sportifs concernés les éléments de la liste qui les concernent.

**Art. 6.** La Commission peut entendre les directions techniques des fédérations sportives.

**Art. 7.** Les demandes sont examinées en tenant compte, notamment, des éléments suivants.

- 1° sur le plan de la discipline sportive en cause :
  - a) sa diffusion sur le plan international;
  - b) sa représentativité;
  - c) son niveau de pratique en Communauté française par rapport au niveau belge, européen et mondial;
- 2° sur le plan particulier :
  - a) les critères de sélection éventuellement fixés par les organisations sportives internationales, par le Comité olympique international ou par le Comité olympique et interfédéral belge;
  - b) la valeur significative des performances réalisées objectivée le cas échéant par des classements belge, européen ou mondial.

**Art. 8.** La reconnaissance en tant que sportif de haut niveau ou espoir sportif est accordée, au cas par cas, pour une durée fixée par le Ministre, à dater du jour de la désignation et ne pouvant excéder un an.

Elle peut être retirée en cours d'année :

- 1° dans le cas où les performances sportives s'avéraient trop nettement inférieures par rapport aux espérances annoncées;
- 2° en cas de retrait de la liste des préselectionnés et sélectionnés olympiques établie par le Comité olympique et interfédéral belge;
- 3° en cas de suspension de moyenne ou longue durée prononcée par la fédération sportive concernée;
- 4° en cas de manquement notable à l'éthique sportive.

Préalablement à ses décisions de retrait de reconnaissance, le Ministre sollicite l'avis de la Commission, qui procède à l'audition de la fédération sportive et du sportif concernés.

**Art. 9.** Le Ministre ou son délégué adapte les dates et délais visés aux articles 2 et 5 du présent arrêté et procède ainsi à plusieurs trains de désignation afin soit :

- 1° de répondre à des désignations effectuées, en cours d'année, par le Comité olympique et interfédéral belge;
- 2° de réduire les délais d'attente lors d'éclosions sportives intervenant en cours de saison;
- 3° de prendre en compte la spécificité de l'organisation de certaines disciplines sportives.

**Art. 10.** 1° Les demandes de reconnaissance d'espoir sportif concernant des élèves qui souhaitent bénéficier de l'application des dispositions de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 1997, doivent être introduites au plus tard le 15 juin précédent l'année scolaire pour laquelle l'application visée ci-dessus sera sollicitée.

Le Ministre arrête sa décision pour le 31 août au plus tard.

2° Dans les cas visés au 1° du présent article, la reconnaissance en tant qu'espoir sportif ne peut être retirée durant l'année scolaire.

#### CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

**Art. 11.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 avril 1998 fixant les conditions et les procédures relatives à la qualité de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif en vue de rendre compatible les études et la pratique sportive de haut niveau est abrogé.

**Art. 12.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, aliéna 2, 2° de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 1997, les mots après « avoir pris l'avis » sont remplacés par « de la Commission d'avis telle que définie à l'article 14 du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française ».

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2001.

**Art. 14.** Le Ministre ayant les Sports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 juillet 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

VERTALING

N. 2001 — 2662

[C — 2001/29434]

**10 JULI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure voor de indiening en het onderzoek van de aanvragen om erkenning als topsporter of als sportbelofte**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2000, inzonderheid op artikel 11, lid 2;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens, gegeven op 22 augustus 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 april 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 maart 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van niet meer dan één maand uit te brengen is;

Gelet op het advies 31.374/4 van de Raad van State, gegeven op 13 juni 2001, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport, en van de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 2001,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit artikel, dient te worden verstaan onder :

1° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° Minister : het lid van de Regering tot wiens bevoegdheid de Sport behoort;

3° decreet : het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2000;

4° sportfederatie : elke vereniging van clubs die beantwoordt aan de definitie van artikel 1, 8° van het decreet;

5° sportbeoefenaar : iedere persoon die beantwoordt aan de definitie van artikel 1, 3° van het decreet;

6° commissie : de adviescommissie ingesteld bij artikel 14 van het decreet;

7° administratie : de Algemene Directie voor Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK 2. — *Indiening van de aanvragen om erkenning*

**Art. 2.** Voor uiterlijk 15 september dient elke betrokken sportfederatie, bij de administratie, op grond van een door deze afgeleverd referentiedocument, de jaarlijkse lijst van haar leden in voor welke zij de erkenning als topsporter of als sportbelofte aanvraagt.

Voor de kandidaten die reeds in de lijst van het vorige jaar opgenomen zijn, kan het dossier van de sportfederaties beperkt zijn tot een bijwerking van de reeds uitgebrachte gegevens.

**Art. 3.** Om haar voorstellen op te stellen, houdt de sportfederatie rekening met de leeftijdscategorieën die vooraf door de Regering met toepassing van de bepalingen van artikel 11 van het decreet werden bepaald.

**Art. 4.** Voor iedere in het kader van artikel 2 voorgedragen sportbeoefenaar, zendt de sportfederatie een dossier door, met vermelding van :

1° de personalia van de sportbeoefenaar;

2° de aanwijzingscriteria die werden toegepast;

3° een verantwoordingsdocument, met vermelding van :

a) zijn sportcurriculum;

b) zijn school- of beroepscurriculum;

4° alle gegevens die onder meer op psychologisch, medisch, sociaal, biometrisch en fysiologisch vlak relevant zijn, en die het mogelijk maken om zijn potentieel en zijn capaciteit om vorderingen te maken, te evalueren, waarbij deze gegevens alleen met de voorafgaande toestemming van de betrokken sportbeoefenaar mogen worden medegedeeld;

5° het sporttrainingsplan.

### HOOFDSTUK 3. — *Het onderzoek van de erkenningsaanvragen*

**Art. 5.** De Commissie vergadert in de loop van de maand oktober en, zo nodig, volgens de beslissingen die krachtens artikel 9 zullen worden genomen.

Zij stelt haar voorstel tot naamlijst van topsporters en sportbeloften vast en zendt die uiterlijk voor 30 november aan de Minister over, die daarover zal beslissen.

Vóór die overzending worden de voorstellen van de Commissie aan de betrokken sportfederaties medegedeeld. Deze beschikken over een termijn van acht dagen om hun eventuele opmerkingen te laten kennen.

De Minister stelt de lijst uiterlijk op 31 december vast. De administratie deelt aan de sportfederaties en aan de betrokken sportbeoefenaars de delen van de lijst mede die op hen betrekking hebben.

**Art. 6.** De Commissie kan de technische leiding van de sportfederaties horen.

**Art. 7.** De aanvragen worden onderzocht met inachtneming, onder meer, van de volgende elementen :

1° op het vlak van de betrokken sportdiscipline :

a) haar verspreiding op internationaal vlak;

b) haar representativiteit;

c) de graad waarin die in de Franse Gemeenschap wordt beoefend vergeleken met het Belgisch, Europees en wereldvlak;

2° op persoonlijk vlak :

a) de selectiecriteria die eventueel worden vastgesteld door de internationale sportorganisaties, door het Internationaal Olympisch Comité of door het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité;

b) de hoge waarde van de prestaties, die, in voorkomend geval geobjectiveerd wordt door de Belgische, Europese of wereldrangschikking.

**Art. 8.** De erkenning als topsporter of als sportbelofte wordt, geval per geval, door de Minister toegekend voor een periode die loopt vanaf de dag van de aanwijzing en die niet langer dan één jaar kan zijn.

Zij kan in de loop van het jaar worden ingetrokken :

1° ingeval de sportprestaties te duidelijk beneden het verwachte peil zouden liggen;

2° in geval van schrapping uit de lijst van de sportbeoefenaars die in aanmerking komen voor een olympische voorselectie of selectie die door het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité wordt vastgesteld;

3° in geval van schorsing van middellange of lange duur die door de betrokken sportfederatie wordt uitgesproken;

4° in geval van belangrijke afbreuk aan sportethiek.

Voordat de Minister zijn beslissingen tot intrekking van de erkenning neemt, vraagt hij het advies van de Commissie, die de betrokken sportfederatie en sportbeoefenaar hoort.

**Art. 9.** De Minister of diens gemachtigde past de datums en termijnen bedoeld in de artikelen 2 en 5 van dit besluit aan en voert verschillende reeksen benoemingen uit, om, ofwel :

1° te beantwoorden aan aanwijzingen die in de loop van het jaar door het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité werden verricht;

2° de wachttermijnen te beperken bij de ontluiking van sporttalenten die in de loop van het seizoen plaatsvindt;

3° rekening te houden met de specificiteit van de organisatie van sommige sportdisciplines.

**Art. 10.** 1° De aanvragen om erkenning als sportbelofte betreffende de leerlingen die wensen in aanmerking te komen voor de toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1997, moeten uiterlijk worden ingediend op de datum van 15 juni vóór het schooljaar waarvoor de hierboven bedoelde toepassing zal worden aangevraagd.

De Minister stelt zijn beslissing voor uiterlijk 31 augustus vast.

2° Voor de gevallen bedoeld in 1° van dit artikel, kan de erkenning als sportbelofte niet gedurende het schooljaar worden ingetrokken.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

**Art. 11.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 april 1998 tot vaststelling van de voorwaarden en van de procedures betreffende de hoedanigheid van sportman van hoog niveau of van sportbelofte om studies te kunnen verzoenen met sportbeoefening op hoog niveau wordt opgeheven.

**Art. 12.** In artikel 1, lid 2, 2° van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1997, worden de woorden na « nadat het advies » vervangen door de woorden « van de Commissie van advies bepaald in artikel 14 van het decreet van 26 april 1996 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap ».

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2001.

**Art. 14.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Sport behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 10 juli 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Secundair Onderwijs en van Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE.



F. 2001 — 2663

[C — 2001/29387]

**12 JUILLET 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 avril 2001 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les modifications apportées à la fin de cette année scolaire aux modèles des certificats d'études de base délivrés dans l'enseignement secondaire n'ont pas toutes pu être mises en œuvre par les établissements au moment où ceux-ci ont dû délivrer les dits certificats;

Que nombre de certificats ont ainsi été délivrés sur base de l'ancienne législation et ne pourraient par conséquent pas être valables;

Qu'afin d'éviter de préjudicier des élèves pour une simple question de formalisme, il convient de pouvoir régulariser au plus tôt cette situation par une disposition reconnaissant la validité des CEB délivrés conformément à l'arrêté du 3 mai 1999;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'annexe *Abis* de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base, insérée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 2001, est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

**Art. 2.** Pour l'année scolaire 2000-2001, sont valables les certificats d'études de base délivrés dans l'enseignement secondaire conformément à :

- soit l'annexe A de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 telle qu'elle a été publiée au *Moniteur belge* du 28 août 1999,

- soit l'annexe *Abis* insérée par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 2001 dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 précité.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 2 qui produit ses effets le 22 juin 2001.

**Art. 4.** Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juillet 2001.

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE